

Objet : Arrêté municipal portant sur des travaux de remplacement de poteaux téléphoniques Orange

Le Maire de la commune d'Yvré-l'Évêque

VU le code général des collectivités territoriales et notamment ses articles L 2212-1,

L 2212-2 et suivants concernant les pouvoirs de police du maire ;

VU l'article R417-10 du code de la route ;

VU l'article R610-5 du code pénal ;

CONSIDÉRANT – La demande COB-PILOTE présentée par Monsieur BOISARD Alexis représentant du groupe ALQUENRY situé au 45 rue Pierre Martin 72100 LE MANS.

CONSIDÉRANT – L'intérêt d'assurer la sécurité des usagers de la voie publique et du personnel de chantier pendant des travaux de remplacement de poteaux téléphoniques Orange, il y a lieu de réglementer la circulation et le stationnement.

ARRÊTE

Entre le mardi 23 juillet et le vendredi 18 octobre 2024 inclus pour les besoins du chantier :

ARTICLE 1 – Pendant une durée de deux heures par poteaux téléphoniques, la circulation sera alternée manuellement par panneaux B15-C18 sur les voies suivantes durant la période considérée :

- 992 Route du Bois Jalu,
- Le Petit Dinon,
- Les Heuzeries,
- Maulepaire.

ARTICLE 2 – La vitesse sera limitée à 50km/h au droit du chantier.

ARTICLE 3 – Le stationnement sera interdit et considéré comme gênant (article R.417-10-Enlèvement de véhicules) dans l'emprise du chantier.

ARTICLE 4 – Pendant les périodes d'inactivité du chantier, notamment la nuit ou les jours non ouvrables les signaux en place devront être déposés quand les motifs ayant conduit à les implanter auront disparu (présence d'engins, de personnel, d'obstacles...).

ARTICLE 5 – Le Maître d’ouvrage et l’entreprise assureront sous leur propre responsabilité la mise en place et l’entretien de la signalisation réglementaire et seront tenus d’afficher le présent arrêté au droit du chantier. À l’exception de l’entretien de la signalisation, ces dispositions devront être réalisées au minimum 8 jours avant le démarrage des travaux.

ARTICLE 6 – Le présent arrêté peut être déféré devant le tribunal administratif de NANTES dans un délai de deux mois à compter de sa publication.
Il peut également faire l’objet d’un recours gracieux dans les mêmes conditions de délai.
« La juridiction administrative compétente peut être saisie par l’application Télérecours citoyens accessible à partir du site www.telerecours.fr ».

ARTICLE 7 – Madame Le Maire de la commune, la police municipale pluricommunale, la gendarmerie ainsi que tous les représentants de l’autorité publique sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l’application du présent arrêté.

Yvré-l’Évêque, le 18 juillet 2024

Ren

Madame Le Maire
Damienne FLEURY


Le Maire-Adjoint,
délégué aux travaux,
Christian POIRIER

Ampliation :
Demandeur
Gendarmerie
Affichage
Archivage